

EGYPTE

L'Egypte se trouve au nord-est de l'Afrique, ce pays est baigné au nord par la Mer Méditerranée et à l'est par la Mer Rouge. Il comprend la vallée et le delta du Nil, une partie du désert libyque, le désert arabe et la presqu'île du Sinaï. Sa superficie est de 1.002.000 km² et, d'après le recensement de 1966, sa population est de 30.083.419 habitants. Le 17 avril 1971 ce pays a formé, avec la Libye et la Syrie, la République arabe unie. Elle a de bonnes possibilités en agriculture (coton, riz) et des gisements de pétrole dont le rendement est moyen.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

En 1898 la *National Bank of Egypt* a été fondée au Caire. Elle opéra tout d'abord comme banque commerciale autorisée à émettre la monnaie locale, mais, les années passant, elle vit ses fonctions se multiplier si bien qu'avant de devenir une Banque centrale en droit, elle l'était déjà devenue en fait. Elle était la banque de l'Etat, et, en vertu d'un accord sous seing-privé, les banques commerciales de ce Pays y possédaient des dépôts non productifs d'intérêts à titre de réserves en garantie de leurs dépôts. Au moment où l'Egypte abandonna, en 1947, la zone sterling, la Banque nationale fut alors chargée d'exercer également le contrôle des changes.

De 1948 à 1951 diverses propositions de réformes monétaires furent soumises qui, en 1951, aboutirent au « *Central Bank Act* ». Cette loi confiait à la *National Bank of Egypt* l'émission de la monnaie, et lui donnait le rôle de Banque centrale. La monnaie du pays était la livre égyptienne qui valait 100 piastres et 1.000 millièmes. On fixa la parité à 2,8716 dollars des Etats-Unis. Une dévaluation qui eut lieu le 8 mai 1962 ramena la valeur de la livre égyptienne à 2,30 dollars.

Avant 1951, toute émission de monnaie devait être couverte dans la mesure de 50% au moins par une réserve d'or ou de sterlings, tandis qu'au terme de la nouvelle loi il fut décidé que l'émission de monnaie ne devait pas être assujettie à la disponibilité d'une couverture d'or ou de sterlings. En fait, il n'était pas spécifié dans cette loi qu'un rapport devait exister entre la monnaie circulante et la couverture en or ou en devises, mais que les nouvelles émissions pouvaient être couvertes par des obligations et des bors du Trésor égyptien. Conformément à cette loi, la *National Bank of Egypt* fut réorganisée et divisée en deux départements: celui de l'émission et celui de la banque. De plus, le *Central Bank Act* lui conféra le pouvoir de contrôler l'activité des banques commerciales et le rôle de banque des banques, elle fut également habilitée à influencer le volume du crédit en variant le taux de l'escompte et à effectuer des opérations sur le marché ouvert en vue d'accroître ou de diminuer les réserves des banques commerciales.

Une trentaine de banques commerciales existaient en Egypte en 1956, elles étaient presque toutes des filiales de banques européennes, en particulier de banques françaises et anglaises. Après la crise de Suez, les banques commerciales avec capitaux français et anglais furent nationalisées et leur administration confiée à la *Economic Development Organisation*. En même temps, la loi n. 22 du 15 janvier 1957 décréta que dans l'espace de cinq ans toutes

les banques commerciales devaient se transformer et devenir des sociétés par actions de droit égyptien, la totalité de leur capital devant appartenir à des citoyens égyptiens et leur administration devant être assurée par des citoyens égyptiens.

Cette réorganisation du secteur bancaire se poursuivit et, en février 1960, la Banque *Misr* et la *National Bank of Egypt* furent nationalisées. Le 1er janvier 1961 cette dernière fut divisée en deux établissements distincts: la *Central Bank of Egypt* et la *National Bank of Egypt*, banque commerciale. La première reprit les activités et le passif du département chargé de l'émission et celles des fonctions du département bancaire qui caractérisaient le rôle d'une banque centrale. Dans l'ensemble les fonctions qui lui furent assignées étaient les mêmes que celles déjà fixées par le *Central Bank Act* de 1951. En juillet 1961 toutes les autres banques commerciales furent nationalisées; en 1963 le nombre de ces dernières fut réduit à cinq et enfin, en 1964, le gouvernement a décidé que chaque banque devait assumer la responsabilité du financement d'un secteur d'activités déterminé. Seul le financement de la culture du coton fut confié aux cinq banques réunies.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La *Central Bank of Egypt* est un organisme de droit public dont le capital de dotation de trois millions de livres égyptiennes a été entièrement versé par l'Etat. Conformément aux dispositions de son statut la Banque a constitué, à l'aide du cumul d'une partie de ses bénéfices, une réserve générale dont le montant est égal à son capital de dotation.

La Banque est présidée par un Gouverneur et dirigée par un Conseil d'administration composé de quatorze membres (le Gouverneur, le Gouverneur-adjoint, deux sous-gouverneurs et les pré-

sidents des banques commerciales et des banques spécialisées). Le Président de la République désigne tous les membres du Conseil d'Administration; ils sont nommés pour trois ans et sont rééligibles.

Le Conseil d'administration est chargé, en plus de la direction de la banque, de l'élaboration de la politique monétaire du Pays, de la planification des activités des banques commerciales et de la politique du crédit.

Le Gouverneur a pour mission de représenter officiellement la Banque. Il préside le Conseil d'administration et dirige les activités quotidiennes de l'Institut avec l'assistance d'un « staff » de cadres.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

La nationalisation générale de tout le secteur bancaire a permis à la *Central Bank of Egypt* d'exercer effectivement ses fonctions et d'élaborer, diriger et contrôler la politique monétaire et celle du crédit. Parmi ses missions les plus importantes il faut citer celle consistant à assister le gouvernement à élaborer les plans d'expansion économique et à concevoir la politique monétaire convenant le mieux à une parfaite exécution de ces plans.

Au delà des objectifs de son statut, en effet, l'activité de la Banque a été principalement conçue pour satisfaire deux exigences primordiales: 1) financer le déficit du Trésor; 2) harmoniser la capacité de crédit du secteur bancaire avec les besoins saisonniers en financement pour la récolte du coton. D'après ces perspectives, la Banque a, jusqu'à présent, fait face au financement de la dette publique et au refinancement des banques commerciales, en contrôlant ces dernières en vue de s'assurer qu'il existait une véritable corrélation entre les dispositions générales et la destination effective du crédit.

L'émission de la monnaie est de la compétence exclusive de la *Central Bank of Egypt*; il lui appartient donc d'effectuer toutes les opérations susceptibles de donner lieu à une nouvelle émission. Aux termes de la loi les émissions doivent être couvertes à 100 % par une réserve constituée par de l'or, des titres étrangers, des devises convertibles en or, des obligations ou des bons du Trésor égyptien. En cas de nécessité il est prévu, en outre, la possibilité pour le Ministère des Finances d'émettre des bons du Trésor spéciaux destinés à la couverture des billets.

La Banque centrale est enfin chargée du contrôle des changes et de la gestion de la réserve d'or.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

Il y a dans l'Egypte des rapports particulièrement étroits entre la Banque centrale et l'Etat. La première, par l'intermédiaire de ses principaux représentants, participe à l'élaboration non seulement de la politique financière, mais aussi à celle des plans de développement de l'économie. Corrélativement cette banque est tenue d'assurer la disponibilité des ressources financières nécessaires à la poursuite des objectifs du plan.

Les services de trésorerie de l'Etat, des administrations locales et des institutions socialistes sont assurés gratuitement par la Banque. Partout où se produisent des déséquilibres entre les recettes et les dépenses de l'Etat, la Banque peut consentir des avances au Trésor allant jusqu'à 10 % des recettes moyennes du budget de l'Etat au cours des trois années antérieures. Les prêts doivent être accordés pour une durée de trois mois, et peuvent être renouvelés jusqu'à un an. Toutefois, étant donné que les besoins du Trésor sont toujours considérables, le concours apporté à l'Etat est principalement consenti à l'aide d'émission de titres

de la dette publique; ces titres sont placés en partie dans le secteur privé, et en partie absorbés par le secteur bancaire.

Avant l'émission de ses emprunts le gouvernement consulte la Banque et celle-ci formule des propositions concernant la durée et les taux d'intérêt; par la suite elle se charge des opérations d'émission et de placement des titres, de paiement des coupons et de remboursement des titres à leur échéance.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Parmi les tâches incombant à la *Central Bank of Egypt* il faut compter l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique bancaire et du crédit en harmonie avec les objectifs du gouvernement en matière de politique économique, cette politique doit adapter les exigences de l'accroissement de la production à celles de la stabilité monétaire. Dans ce contexte, la Banque centrale exerce son action soit directement en réglant le volume de la monnaie en circulation et des opérations sur le marché libre, soit indirectement par la fixation des plafonds du crédit, global et pour chaque secteur, par le contrôle de la destination effective du crédit, la manoeuvre des taux de réserve obligatoire, celle des taux d'escompte, enfin en exigeant que des dépôts soient constitués à l'avance sur les importations.

En cas de nécessité, la Banque centrale peut refinancer les banques commerciales en leur accordant des prêts ou des avances extraordinaires et en leur facilitant les opérations de réescompte. Toutefois, l'instrument auquel cette banque a eu surtout recours pour augmenter ou restreindre la liquidité des banques commerciales, principalement en ce qui concerne les besoins saisonniers pour financer la récolte du coton, a été celui de la variation du taux des réserves obligatoires.

En outre, les banques commerciales doivent maintenir des marges de liquidité bien déterminées. De cette façon on peut également parvenir à augmenter l'efficacité des contrôles exercés sur le crédit et protéger, en même temps, les intérêts du Trésor puisque les banques sont incitées à investir une partie de leurs disponibilités liquides en bons du Trésor; ceux-ci peuvent être portés au numérateur du rapport de liquidité avec les disponibilités de caisse, les titres garantis par l'Etat et les effets commerciaux dont l'échéance n'excède pas trois mois et qui portent au moins deux signatures de personnes notoirement solvables.

SYSTÈME BANCAIRE

Outre la Banque centrale, le système bancaire de l'Egypte se compose de cinq banques commerciales (*Bank of Alessandria*; Banque du Caire; Banque de Port Said; Banque *Misr*; *National Bank of Egypt*); une banque agricole (*The Public Organisation for Agricultural Credit and Cooperative*); une banque industrielle (*The industrial Bank*); quatre banques hypothécaires; la Caisse d'épargne postale. Les cinq grandes banques égyptiennes, non seulement effectuent toutes les opérations caractéristiques d'une banque commerciale, mais elles ont aussi certaines missions typiques de banque de développement. La *National Bank of Egypt* assure les services bancaires des secteurs commercial et agricole et est également le banquier des principales administrations publiques; la Banque *Misr* est la banque du secteur industriel; toutefois en ce qui concerne les industries chimiques et pharmaceutiques c'est surtout la Banque de Port Said qui les dessert; la Banque du Caire exerce principalement ses activités dans le secteur du bâtiment et dans celui des services publics; enfin, la *Bank of Alessandria* effectue la plus gran-

de partie des opérations d'export-import du secteur industriel et de celui des pétroles.

En 1965, le gouvernement de la République Arabe Unie et celui du Koweït ont créé la *Arab African Bank*. Il s'agit d'une banque de développement constituée sous forme de société par actions de droit égyptien, avec un capital de 10 millions de livres égyptiennes dont 3,35 millions ont été souscrits par chacun des Pays promoteurs, et dont le tiers restant a été offert en souscription publique à tous les Pays africains et arabes. Le principal objectif de cette banque est de financer le développement des Pays arabes et africains, et ses fins secondaires sont d'opérer comme *issuing house* et *investment trust*.

Le crédit agricole a toujours été d'une grande importance en Egypte. La première banque agricole: la *Agricultural Bank of Egypt* fut fondée en 1902 sous les auspices de l'Etat et de la *National Bank of Egypt*. Cette banque agricole fut réorganisée en 1931 et son nouveau statut lui garantit quelques privilèges, entre autres celui d'obtenir des crédits de l'Etat et des autres instituts de crédit à des conditions particulières.

A la fin de 1961 la Banque encouragea la création des *Village Banks* (Caisses mutuelles de crédit) auxquelles une assistance technique spécialisée était fournie par elle. Le système des *Village Banks* (de 1962 à 1965 il en fut créé une centaine) permettait une vaste décentralisation de la distribution du crédit et consentait la formation d'unités autonomes pour administrer les crédits disponibles, et le contact direct avec les membres des sociétés coopératives à qui ces facilités étaient destinées.

Le développement considérable de l'activité bancaire de ce système amena à créer une organisation publique autonome: *The Egyptian Public Organisation for Agricultural and Cooperative Credit*; celle-ci coordonna les activités de toutes les *Village Banks* et

assuma les fonctions remplies par le Crédit Agricole et Coopérative qu'elle absorba. Cette organisation est placée sous l'égide du Ministre de l'Agriculture mais est contrôlée par la Banque centrale.

Le crédit agricole est octroyé aujourd'hui sous les trois formes ci-après: 1) à court terme, en général sans excéder une durée de douze mois et ce crédit doit être destiné à l'achat de semences, de fertilisants et d'insecticides; 2) à moyen terme, dont la durée ne doit pas dépasser dix ans et dont le crédit doit être employé au financement de travaux d'irrigation des champs et d'installations pour l'irrigation, ainsi que pour l'achat de bétail et de matériel agricole; 3) à long terme, dont la durée est comprise entre dix et vingt ans, ce crédit étant destiné à l'achat de terres ou à l'agrandissement des exploitations agricoles.

